



Le #PAGOF en Côte d'Ivoire Principaux résultats

Années : 2018 – 2021
Budget total : 742 206 €
Nombre d'activité d'Assistance Technique (AT) : 90
Nombre d'Engagements soutenus : 4
PAN soutenus : PAN 2 et PAN 3
Nombre de personnes formées : 4 812
Nombre de partenaires : + 72

AXE 1 : Renforcement des principes du gouvernement ouvert

Renforcement des capacités des médias et journalistes



Résultats

- ✓ Renforcement des capacités des journalistes et médias au fact checking, à l'analyse des données ouvertes, au journalisme d'investigation
- ✓ Publication d'enquêtes d'investigation
- ✓ Renforcement d'un réseau de journalistes d'investigation et d'un réseau de journalistes sensibles au data journalisme



Activités et données : 3 actions d'AT

- ✓ 1 formation en journalisme d'investigation et data journalisme et production d'enquêtes (12 pers) avec 9 productions d'enquêtes et 7 publications (3 groupes de 4 journalistes)
- ✓ 1 formation au journalisme d'investigation (24 pers)

Sensibilisation des acteurs sur les principes du gouvernement ouvert et sur le PAN



Résultats

- ✓ Diffusion des principes du gouvernement ouvert dans l'administration et la société civile
- ✓ Soutien à la co-construction des PAN 2 et 3 (consultations publiques, évaluation engagements)
- ✓ Communication sur le PAN 2 et 3 (diffusion, sensibilisation, formation, spots radio, télé et vidéo)
- ✓ Renforcement des capacités de l'administration et des OSC dans la communication vers les médias et les citoyens



Activités et données : 27 actions d'AT

- ✓ 1 formation de formateurs sur la co-élaboration du PAN 2 et les consultations publiques (14 pers)
- ✓ Déploiement des formations en régions avec les formateurs formés (3 consultations publiques, 150 pers)
- ✓ Création d'1 plateforme numérique de consultation publique et mise à jour pour le PAN 3 (7 pers)
- ✓ 1 formation à l'administration de la plateforme (15 pers)
- ✓ Refonte du site internet PGO-CI de l'administration
- ✓ 1 atelier d'évaluation citoyenne des engagements proposés par le gouvernement (30 pers)
- ✓ 7 ateliers de retex sur les PAN 2 et 3 et sur la sensibilisation PGO vers les communes sollicitées lors de l'élaboration (150 pers)
- ✓ Conférence ministérielle et de presse sur le PAN 2 (80 pers)
- ✓ 6 formations de sensibilisation sur les principes du PGO (90 pers)
- ✓ Diffusion des 3 vidéos de sensibilisation sur le GO
- ✓ 60 spots (sur 3 radios locales et nationales) et 11 articles de presse (dans 11 journaux) pour vulgariser le GO, 40 spots télé
- ✓ 3 formations aux méthodes et moyens de communiquer avec les médias pour l'administration (14 pers) et les OSC (20 pers)

Structuration et renforcement de la société civile en autour des principes du gouvernement ouvert



Résultats

- ✓ Redynamisation de la plateforme PSCI – PGO (Plateforme de la société civile PGO)
- ✓ Structuration des OSC de la plateforme autour des 4 grandes thématiques du GO : gouvernance et transparence; participation citoyenne; reddition des comptes et la responsabilité; technologie et innovation
- ✓ Renforcement des capacités des membres de la PSCI-PGO : plaidoyer, formation technique sur le thème, sensibilisation, suivi-évaluation du PAN
- ✓ Elaboration d'outils (notes politiques)



Activités et données : 17 actions d'AT

- ✓ 1 formation PSCI-PGO à la conduite du suivi-évaluation du PAN2 (15 pers)
- ✓ Création d'1 site internet PSCI-PGO et 1ère alimentation
- ✓ Création de 4 groupes thématiques (GT) au sein de la PSCI-PGO
- ✓ 7 formations de renforcement des capacités des 4 GT (52 pers)
- ✓ 3 ateliers d'appui aux réunions de réflexion des GT de la PSCI – PGO (36 pers)
- ✓ 16 policy brief – notes politique élaborés sur 4 grands thèmes des GT
- ✓ 3 ateliers de renforcement de capacités des membres des GT sur les techniques de plaidoyer et de lobbying (39 pers)

AXE 2 : Soutien aux réformes du gouvernement ouvert et aux Engagements du Plan d'Action National PGO

Développer et renforcer les capacités dans les données publiques ouvertes (ENG 9 PAN 2)



Résultats

- ✓ Sensibilisation politique au sein des ministères sur l'open data
- ✓ Renforcement des capacités techniques de l'administration dans l'ouverture et l'extraction des données publiques
- ✓ Publication de jeux de données sur le site du CIGC
- ✓ Renforcement des capacités en open data sur les données budgétaires
- ✓ Amélioration de la performance et du contenu du site open data du CIGC



Activités et données : 8 actions d'AT

- ✓ 3 formations d'initiation à l'Open Data (68 pers)
- ✓ 1 formation de renforcement des capacités sur l'open data dans le domaine budgétaire, vulgarisation des données et communication (20 pers)
- ✓ Amélioration de la plateforme open data du CIGC pour une meilleure performance et visibilité
- ✓ 1 formation du CIGC à la nouvelle plateforme (7 pers)
- ✓ 1 formation à l'Open data à destination du CIGC et de 13 ministères (25 pers)
- ✓ 1 atelier de publication de jeux de données à destination du CIGC et de 13 ministères (25 pers)

Promouvoir la démocratie participative dans les collectivités : budget participatif (ENG 6 PAN 2 et ENG 1 PAN 3)



Résultats

- ✓ Formation de formateurs pour une meilleure appropriation
- ✓ Renforcement des capacités de l'administration et des OSC et citoyens dans les méthodes du budget participatif
- ✓ Sensibilisation et participation des citoyens dans le domaine du budget des communes
- ✓ Meilleure transparence budgétaires des communes et redevabilité des élus
- ✓ Communication sur le budget citoyen



Activités et données : 23 actions d'AT

- ✓ 2 formations de formateurs (binôme OSC/admin) sur les méthodes du budget citoyen pour déployer les formations dans 10 communes pilotes (30 formateurs formés)
- ✓ Déploiement des formations (10) dans 10 communes pilotes pour les élus, agents des communes sur le budget participatif (327 élus et 321 agents formés)
- ✓ Déploiement des ateliers d'éducation populaire (10) au budget participatif dans 10 communes pilotes (493 leaders d'OSC formés et 2 494 participants citoyens aux fora)
- ✓ Communication sur l'expérience PAGOF-Budget participatif lors de la Conférence ODP à Abidjan (2021)

Lutter contre la corruption et le racket dans les collectivités ivoiriennes (ENG 7 PAN 2)



Résultats

- ✓ Transparence de la délivrance des actes des communes pour lutter contre la corruption
- ✓ Elaboration d'outils de communication (guide, affiches)
- ✓ Diffusion et sensibilisation des droits des citoyens dans l'accès aux documents d'Etat civil
- ✓ Sensibilisation des élus à leurs devoirs en matière de transparence et d'accès aux documents d'Etat civil



Activités et données : 12 actions d'AT

- ✓ Elaboration d'1 guide et de 10 Affiches des actes des services publics municipaux à destination des citoyens ivoiriens
- ✓ Atelier de sensibilisation politique et restitution du recueil des typologies d'actes de services publics communaux (23 pers)
- ✓ 10 ateliers de sensibilisation et formation des agents publics locaux, élus et société civile sur la lutte contre le racket sur la base de la diffusion du guide (10 communes, 11 OSC, 311 pers)

Les Partenaires

ADC-CI (Aide-Assistance & Développement Communautaire de Cote D'ivoire) – AITE (Association Ivoirienne pour la transparence et l'éthique) – ASMU (Action sociale en milieu urbain) – RIPGL (Réseau Ivoirien pour la Promotion de la gouvernance) – ADJL-CI (Agir pour la Démocratie, la Justice et la Liberté en Côte d'Ivoire) – AFJCI (Association des Femmes Juristes de Cote d'Ivoire) – ALACO (Ligue Africaine de Lutte Contre la Corruption) – APDG (Actions pour la Protection des Droits de l'Homme) – CADES (Centre d'Assistance et de Développement Economique et Social) – COFEMCI (Coordination des femmes de Côte d'Ivoire pour les élections et la reconstruction post crise) - CREFDI (Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré) – Civisme Côte d'Ivoire - FOSCAO (Forum de la société Civile de l'Afrique de l'Ouest Côte d'Ivoire) – GDDH (Genre Développement et Droits Humains) – Leadafricaine - LIDHO (Ligue Ivoirienne des Droit de l'Homme) – MIDH (Mouvement Ivoirien Des Droits Humains) – MPLCI (Mouvement pour la Lutte Contre l'Injustice) – OFACI (Organisation Femme en Action de Cote D'ivoire) – OLPED (Observatoire de la Liberté de la Presse, de l'Ethique et de la Déontologie) - POECI (Plateforme des Organisations de la Société Civile pour les Elections en Côte D'ivoire) – REJECI (Réseau des Jeunes Entrepreneurs de Cote d'Ivoire) – RIJLI (Réseau Ivoirien des Jeunes Leaders pour l'Intégrité) – RIDDEF (Réseau ivoirien pour la défense des droits de l'enfant et de la femme) – REPPRELCI (Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire) - ROSCI (Réseau des Organisations de la Société Civile Ivoirienne pour le Contrôle citoyen de l'Action Publique) – SOCIAL JUSTICE (Initiative pour la Justice Sociale, la Transparence et la Bonne Gouvernance en Côte d'Ivoire) - Sos Exclusion – TLPCI (Mouvement Tournons la Page) - Transparency Justice – UNJCI (Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire) – URPCI (Association des radios de proximité de Côte d'Ivoire) - W2P-MEDIA (Association des professionnels de médias pour la promotion de la paix, les droits de l'Homme, de l'éducation et de l'environnement par les médias) et les Centres régionaux d'appui aux OSC : CRASC- NORD (Korhogo) - CRASC – SUD (San-Pedro) - CRASC – EST (Bondoukou) - CRASC- OUEST (Man) - CRASC – CENTRE (Bouake)

Ministère du Commerce et de l'Industrie et de la Promotion des PME (Point focal) – DGDDL (Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local) - Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat - CICG (Centre d'Information et de Communication Gouvernementale) - HABG (Haute Autorité à la Bonne Gouvernance) - Agence emploi jeunes – CNLVC (Conseil National de Lutte contre la Vie Chère) - Ministère de l'intérieur et de la sécurité - Ministère de la justice et des droits de l'homme - Ministère de l'économie et des finances - Ministère du Pétrole De l'Energie et des Énergies Renouvelables - Ministère des transports - Ministère de la fonction publique et de la modernisation de l'Etat - Ministère de l'économie numérique, des télécommunications et de l'innovation - Ministère de la communication, des médias et de la francophonie - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant - Direction Générale du Tourisme - Ministère des Mines et de la Géologie - Direction Générale de l'Economie - Ministère de l'Education Nationale - Direction Générale de l'Institut National de la Statistique - Direction Générale du Budget et des Finances - Ciapol (Centre Ivoirien Anti-Pollution) ; CAIDP (Commission d'Accès à l'Information d'intérêt public et aux Documents Publics) - Direction des Marchés Publics - ONEP (Office National de l'Eau Potable) – ARTCI (Autorité de Régulation des Télécommunication) - Ministère de l'Agriculture - Ministère de la Santé - Administrations locales : nombreuses communes et régions



GIZ - Banque Mondiale - UF